



PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement et de l'énergie
d'Île-de-France**

Arrêté préfectoral n° 2018/DRIEE/UD77/025 de mise en demeure pris à l'encontre de la Société AV RECYCLAGE

**La Préfète de Seine-et-Marne
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le Code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-8, L. 541-3, R. 181-47 et R. 516-1,

Vu l'arrêté préfectoral n° 13/DCSE/IC/053 du 16 mai 2013 autorisant la Société SN RECUP NORD à exploiter une installation de récupération et de recyclage de métaux ferreux et non ferreux sur le territoire de la commune de LAGNY-SUR-MARNE (77400), au 37 rue Ampère,

Vu les constats réalisés le 05 septembre 2017 par l'inspection des installations classées à l'occasion de la visite inspection de l'établissement exploité par la Société AV RECYCLAGE, aux 37 et 39 rue Ampère à LAGNY-SUR-MARNE (77400),

Vu le rapport E/17-2401 du 14 novembre 2017 du Directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France (DRIEE) consécutif à cette visite d'inspection,

Vu le courrier E/17-2401 du 14 novembre 2017 de transmission du rapport précité à la Société AV RECYCLAGE

Vu le courrier préfectoral du 29 janvier 2018 informant la Société AV RECYCLAGE des décisions susceptibles d'être prises à son encontre et l'invitant à formuler des observations,

Vu le courrier du 28 février 2018 et le mail du 03 avril 2018 de la Société AV RECYCLAGE en réponse au courrier préfectoral précité,

Considérant que les faits relevés le 05 septembre 2017 par l'inspection des installations classées sont contraires aux dispositions prévues au chapitre et aux articles suivants de l'arrêté préfectoral n° 13/DCSE/IC/053 du 16 mai 2013 précité :

- chapitre 2.7 : récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection,
- article 4.1.2 : protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement,
- article 4.2.2 : plan des réseaux (eau),
- article 4.2.4.1 : isolement avec les milieux,
- article 4.3.4 : entretien et conduite des installations de traitement,
- article 5.1.4 : conception et exploitation des installations d'entreposage internes des déchets,
- article 7.3.1 : accès et circulation dans l'établissement,
- article 7.3.2 : bâtiments et locaux,
- article 7.3.3 : installations électriques et mise à la terre,
- article 7.3.4 : protection contre la foudre,

- article 7.6.3 : moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours,
- article 7.6.7 : protection des milieux récepteurs,
- article 8.3.1.2 : registre des déchets entrants,
- article 8.3.3.2 : registre des déchets sortants,
- article 9.2.1 : autosurveillance des eaux résiduaires,
- article 9.4.1 : bilan environnemental annuel

Considérant qu'il convient de prévenir les dangers graves et imminents pour l'environnement dus à l'absence de rétention à l'endroit de la dalle béton où sont entreposés à même le sol les fils et des câbles électriques, pour le confinement des eaux d'extinction d'incendie en cas de sinistre,

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions prévues aux articles L. 171-8 et L. 541-3 du Code de l'environnement,

Considérant qu'il convient de garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement,

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Seine-et-Marne,

ARRÊTE

ARTICLE 1

La Société AV RECYCLAGE est mise en demeure de satisfaire, sous un délai d'1 mois, aux dispositions visées à l'article suivant de l'arrêté préfectoral du 16 mai 2013 susvisé :

- article 9.4.1 qui impose à l'exploitant d'adresser au Préfet, au plus tard le 1^{er} avril de chaque année, un bilan annuel portant sur l'année précédente, en particulier les quantités admises et éventuellement traitées sur le site de déchets dangereux et non-dangereux, ainsi que :
 - la nature des déchets,
 - la quantité par nature de déchets,
 - l'origine géographique des déchets par nature de déchets,
 - le mode de valorisation ou d'élimination des déchets.

ARTICLE 2

La Société AV RECYCLAGE est mise en demeure de satisfaire, sous un délai de 2 mois, aux dispositions visées aux chapitres et articles suivants de l'arrêté préfectoral du 16 mai 2013 susvisé :

- chapitre 2.7 qui impose que l'exploitant établisse et tienne à jour un dossier comportant notamment les documents suivants :
 - les plans tenus à jour,
 - tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans l'arrêté préfectoral,
- article 4.1.2 qui impose que un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes soient installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique,

ARTICLE 3

La Société AV RECYCLAGE est mise en demeure de satisfaire, sous un délai de 3 mois, aux dispositions visées aux articles suivants de l'arrêté préfectoral du 16 mai 2013 précité :

- article 8.3.1.2 qui impose que l'exploitant établisse et tienne à jour un registre où sont consignés tous les déchets reçus sur le site. Ce registre contient les informations suivantes :
 - la date de réception des déchets,
 - le nom et l'adresse du détenteur des déchets entrants,
 - le code et le libellé des déchets au regard de la nomenclature définie à l'article R. 541-7 du Code de l'environnement,
 - la nature et la quantité de chaque déchet reçu,
 - le numéro du ou des bordereaux de suivi des déchets entrants (ou information préalable),
 - le nom, l'adresse du transporteur des déchets et le cas échéant, son numéro de récépissé, conformément à l'article R. 541-51 du Code de l'environnement,
 - le numéro d'immatriculation du véhicule.
- article 8.3.3.2 qui impose que l'exploitant établisse et tienne à jour un registre où sont consignés les déchets sortants de l'installation. Ce registre contient les informations suivantes :
 - la date d'expédition des déchets ou des lots correspondants,
 - le nom et l'adresse du destinataire,
 - le numéro du certificat d'acceptation préalable délivré par l'installation de destination,
 - le code et le libellé des déchets au regard de la nomenclature définie à l'article R. 541-7 du Code de l'environnement,
 - la nature et la quantité des déchets expédiés,
 - le numéro du ou des bordereaux de suivi des déchets sortants,
 - le nom, l'adresse du transporteur des déchets et le cas échéant, son numéro de récépissé, conformément à l'article R. 541-51 du Code de l'environnement,
 - le numéro d'immatriculation du véhicule,
 - l'opération de traitement qui va être opérée.

ARTICLE 4

La Société AV RECYCLAGE est mise en demeure de procéder, sous un délai de 15 jours, soit au regroupement des déchets de fils et câbles électriques entreposés à l'extérieur du bâtiment du site sur une zone pourvue de rétention des eaux d'extinction d'incendie, soit à leur évacuation vers une installation dûment autorisée à les recevoir.

La Société AV RECYCLAGE justifie auprès de l'inspection des installations classées sous un délai d'1 mois avoir satisfait à la disposition visée au précédent alinéa.

ARTICLE 5

Les délais définis précédemment prennent effet à compter de la date de notification du présent arrêté préfectoral à la Société AV RECYCLAGE.

ARTICLE 6

Le non-respect des dispositions du présent arrêté préfectoral expose la Société AV RECYCLAGE aux sanctions administratives et pénales visées aux articles L. 171-8-II et L. 173-1 du Code de l'environnement.

- article 4.2.2 qui impose qu'un schéma de tous les réseaux soit établi par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et soit daté,
- article 4.2.4.1 qui impose qu'un système permette d'isoler les réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ce dispositif est maintenu en état de marche, signalé et actionnable en toute circonstance localement ou à partir d'un poste de commande. Son entretien préventif et sa mise en fonctionnement sont définis par une consigne établie par l'exploitant,
- article 4.3.4 qui impose que les dispositifs de traitement soient nettoyés par une Société habilitée lorsque le volume de boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur. Les fiches de suivi du nettoyage des dispositifs de traitement et les bordereaux de suivi des déchets sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées,
- article 5.1.4 qui impose que les aires de réception, d'entreposage, de tri et de regroupement soient conçues de façon à permettre la récupération des égouttures, eaux de lavage, eaux d'extinction d'incendie, les matières ou déchets répandus accidentellement,
- article 7.3.1 qui impose que les voies de circulation et d'accès soient notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie et de secours puissent évoluer sans difficulté. Au moins deux accès de secours éloignés l'un de l'autre, et de plus judicieusement placés pour éviter d'être exposés aux effets d'un phénomène dangereux, sont en permanence maintenus accessibles de l'extérieur du site pour les moyens d'intervention,
- article 7.3.2 qui impose qu'à l'intérieur des ateliers, les allées de circulation soient aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre,
- article 7.3.3 qui impose que les installations électriques et les mises à la terre soient conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation en vigueur et le matériel conforme aux normes françaises de la série NF C qui lui sont applicables. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises. Il est remédié à toute défectuosité relevée dans les délais les plus brefs,
- article 7.3.4 qui impose que les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, soient protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel en vigueur. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent,
- article 7.6.3 qui impose que l'établissement dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et notamment d'extincteurs en nombre et en quantité adaptés aux risques, judicieusement répartis dans l'établissement et disposés de façon visible à proximité des installations et dépôts,
- article 7.6.7 qui impose une bordure de 0,15 mètre sur le pourtour de la dalle béton destinée à la rétention des eaux d'extinction d'incendie.
- article 9.2.1 qui impose que l'exploitant mette en place un programme de surveillance des rejets aqueux de l'établissement aux deux points de rejet référencés,

DESTINATAIRES :

- la Société AV RECYCLAGE,
- le Maire de LAGNY-SUR-MARNE,
- le Sous-Préfet de TORCY,
- le Préfet de Seine-et-Marne (DCSE),
- le Directeur du service départemental d'incendie et de secours,
- le Directeur départemental des territoires (SEPR),
- le Délégué territorial de l'Agence régionale de Santé,
- le Directeur régional et interdépartemental de l'énergie et de l'environnement,
- le Chef de l'Unité départementale de Seine-et-Marne de la Direction régionale et interdépartementale de l'énergie et de l'environnement.

ARTICLE 7

Les frais occasionnés par l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de la Société AV RECYCLAGE.

ARTICLE 8

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture. Cette publication fait courir le délai de recours contentieux.

Une copie du présent arrêté est transmise au maire de la commune de LAGNY-SUR-MARNE.

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les motifs qui fondent la décision ainsi que les principales prescriptions auxquelles cet arrêté est soumis est affiché en mairie de la commune précitée pendant une durée minimale d'un mois. Cette formalité est justifiée par un procès-verbal du maire.

Une copie de cet arrêté est affichée à l'entrée de l'installation et est mise à la disposition du public en mairie de LAGNY-SUR-MARNE pendant deux mois à compter de la publication de cet arrêté de mise en demeure.

ARTICLE 9

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Celle-ci peut être déférée par la Société AV RECYCLAE à la juridiction administrative compétente (le Tribunal Administratif de Melun, 43 rue du Général de Gaulle- 77000 MELUN), dans un délai de deux mois à compter de la date où la présente décision lui a été notifiée.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai mentionné précédemment.

ARTICLE 10

- le Secrétaire général de la Préfecture,
- le Sous-Préfet de TORCY,
- le Maire de LAGNY-SUR-MARNE,
- le Directeur de la DRIEE Île-de-France à PARIS,
- le Chef de l'unité départementale de Seine-et-Marne de la DRIEE à SAVIGNY-LE-TEMPLE,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant, sous pli recommandé avec avis de réception.

Fait à Melun, le 18 avril 2018

Pour ampliation

La Préfète,
Pour la Préfète et par délégation,
Pour le Directeur empêché,
Le Chef de l'unité départementale
de Seine-et-Marne

Guillaume BAILLY

La Préfète,
Pour la Préfète et par délégation,
Pour le Directeur empêché,
Le Chef de l'unité départementale
de Seine-et-Marne,

Signé

Guillaume BAILLY